REVUE DE PRESSE

TROISIÈMES ASSISES AFRICAINES DE LA DÉMOCRATIE

Fondation de l'Innovation pour la Démocratie

Dakar, 23–26 juin 2026

Coordination communication

Dr Mouhameth Beye

Tél : 77 282 44 09

Email : mouhameth.beye@uam.edu.sn

Attaché de presse

M. Mamadou SY

SOMMAIRE

1. Couverture télévisée et radiophonique
2. Presse écrite et médias en ligne — liens des articles
3. Coupures de presse — revue détaillée

1. COUVERTURE TÉLÉVISÉE ET RADIOPHONIQUE

MÉDIA	LIEN	PASSAGE
TFM	https://youtu.be/c-AsEWht7mA?si=oDtAEyqjK0B8yDR3	**15min30 – 17min28**
RTC Wolof	https://www.youtube.com/live/DyJ9LBxSVDU?si=uBubkDARukMtflCN	**13min10 – 15min30**
RTC Français	https://www.youtube.com/live/DyJ9LBxSVDU?si=uBubkDARukMtflCN	**12min20 – 14min30**
SEN TV (Wolof)	https://www.facebook.com/share/v/1Bez4aFqbf/	**8min – 9min10**
SEN TV Français	https://www.facebook.com/share/v/1D1P6By6k7/	**5min25 – 6min26**
RTF Français	https://www.youtube.com/live/g0hUFH5srN0?si=kgsiNYjUi5_CFYR9	**5min15 – 8min21**
WADR	https://audiomack.com/west-africa/song/sngal-les-assises-africaines-de-la-dmocratie-souvrent-dakar	**3min – 5min09**
WADR	https://wadr.org/fr/senegal-les-assises-africaines-de-la-democratie-souvrent-a-dakar/	—
EVIDENCE TV	https://youtu.be/w0aS1X5H6_g?si=c_xlmk3ZdU8hto13	—

RFM	https://www.facebook.com/share/v/1EE78m52Bn/?mibextid=wwXIfr	—
LERAL TV	https://youtu.be/htKVmfDMck4?si=Rb8GSAFgRORS5zf9	—

2. PRESSE ÉCRITE ET MÉDIAS EN LIGNE

MÉDIA	LIEN DE L'ARTICLE
LE SOLEIL	https://lesoleil.sn/non-classe/etat-de-droit-en-afrique-achille-mbembe-explore-les-pistes-dun-renouveau-democratique/
APS	https://aps.sn/la-place-des-societes-africaines-au-coeur-des-debats-des-troisiemes-assises-africaines-de-la-democratie/
APS	https://aps.sn/achille-mbembe-plaide-pour-un-discours-integral-sur-la-transformation-des-societes-africaines/
SUD QUOTIDIEN	https://www.sudquotidien.sn/achille-mbembe-le-philosophe-et-historien-aux-troisiemes-assises-africaines-de-la-democratie-le-principal-defi-africain-nest-pas-la-democratie-mais-plutot-la-persistance-de-l/
LE QUOTIDIEN	https://lequotidien.sn/3e-edition-des-assises-de-la-democratie-enda-graf-sahel-un-modele-de-resilience-et-de-reussite-face-aux-crises/
LII QUOTIDIEN	https://liiquotidien.com/2026/06/29/pr-achille-mbembe-president-de-la-fondation-de-linnovation-pour-la-democratie-il-faut-nourrir-cultiver-redistribuer-les-competences-democratiques/
DAKAR ACTU	https://www.dakaractu.com/3eme-Assises-de-la-democratie-La-societe-civile-se-reunit-pour-repenser-l-Afrique_a273079.html
SENEPLUS	https://www.seneplus.com/article/achille-mbembe-plaide-pour-une-afrique-portee-par-la-force-de-ses-societes
SENEPLUS	https://www.seneplus.com/article/dakar-capitale-de-la-reflexion-democratique-africaine
PRESSAFRIK	https://www.pressafrik.com/Assises-de-la-Democratie-intellectuels-jeunes-et-societe-civile-reunis-a-Dakar-pour-repenser-la-democratie-africaine_a307353.html
L'AS NEWS	https://lasnews.sn/2026/06/25/les-3es-assises-africaines-de-la-democratie-misent-sur-les-solidarites-citoyennes-pour-transformer-le-continent/
SENEGO	https://senego.com/achille-mbembe-il-faut-nourrir-cultiver-et-redistribuer-les-competences-democratiques_1977871.html#google_vignette

LE SOLEIL · Jeudi 25 / Vendredi 26 juin 2026

Achille Mbembe explore les pistes d'un renouveau démocratique

« Il importe de revenir aux sociétés et aux communautés et à leurs capacités politiques si l'on veut accélérer la transformation durable du continent. » ACHILLE MBEMBE

ÉTAT DE DROIT EN AFRIQUE

Achille Mbembe explore les pistes d'un renouveau démocratique

La Fondation de l'Innovation pour la Démocratie a organisé hier, mercredi 24 juin, les troisièmes assises africaines de la démocratie, placées sur le thème « La force des sociétés » au musée Théodore Monod de Dakar. À cette occasion, le Pr Achille Mbembe, président de ladite fondation, a rappelé la nécessité de consolider les bases de la démocratie participative en Afrique au service des communautés de base.

Renforcer la centralité de la société africaine dans le processus de transformation de notre continent et consolider la participation des communautés de base à l'épanouissement de la démocratie participative en Afrique. Tels sont les principaux éléments de la communication du Pr Achille Mbembe qui a ouvert les échanges lors des troisièmes assises africaines de la démocratie sur le thème «La force des sociétés», hier mercredi 24 juin 2026 au musée Théodore Monod.

Dans son discours, Achille Mbembe, directeur de la Fondation de l'Innovation, a indiqué que la poursuite de l'idéal démocratique est le meilleur moyen d'aller vers une transformation structurante de notre continent. «L'idée est de remettre au centre du débat sur la transformation de l'Afrique la place unique et irremplaçable des sociétés elles-mêmes. Notre fondation travaille avec environ 4000 à 5000 associations et communautés de base, sans compter évidemment les communautés de femmes, d'intellectuels et de jeunes. Tout ce monde contribue au développement de la démocratie, notamment sur les territoires sur lesquels ils interviennent», a-t-il déclaré avant d'ajouter : «Il importe de revenir aux sociétés et aux communautés et à leurs capacités politiques si l'on veut accélérer la transformation durable du continent».

En effet, l'universitaire camerounais révèle que ce besoin de transformation en Afrique répond aussi à une logique humaniste qui aspire à s'émanciper des procédés capitalistes qui nous conduisent souvent vers une confiscation des libertés. Il exhorte au respect strict des droits fondamentaux des citoyens pour l'épanouissement d'une démocratie juste, égalitaire et proche des communautés de base. «Nous avons un renouveau démocratique qui est en cours dans des pratiques très souvent informelles influençant néanmoins la vie quotidienne des communautés », a-t-il soutenu.

Selon l'historien, les vertus de la démocratie libérale constituent le meilleur moyen d'aller vers plus de justice sociale. « Nous avons des éléments dans la démocratie libérale qui sont universels. L'idée selon laquelle nous sommes tous égaux est une notion, à mon avis, qui est valable partout et pour tous et pour toutes. Évidemment, dans la vie réelle, il y a des inégalités. Mais cela donne davantage de poids et d'épaisseur à l'idée selon laquelle nous sommes tous nés égaux », a-t-il dit.

Abordant la question de l'État de droit en Afrique, Achille Mbembe renseigne que le système démocratique est loin de faire l'unanimité sur notre continent. « Il y a très peu de pays en Afrique aujourd'hui qui peuvent se réclamer plus ou moins de la démocratie. Le gros de notre expérience, c'est l'expérience autocratique. Donc c'est le despotisme qui fait problème. Ce n'est pas la démocratie », a-t-il conclu.

Mamadou Makhfouse NGOM

L'AMBASSADEUR DU ROYAUME-UNI AU «SOLEIL»

Carine Robarts prête à accompagner la modernisation

En visite, hier, mercredi 24 juin, au journal « Le Soleil », l'ambassadeur du Royaume-Uni au Sénégal, Carine Robarts, a salué les efforts de modernisation engagés par le quotidien national. La diplomate a réaffirmé la volonté de son pays d'accompagner cette dynamique.

L'ambassadeur du Royaume-Uni au Sénégal a été reçue, hier, mercredi 24 juin, par le directeur général du journal « Le Soleil». Les échanges entre Carine Robarts et Lamine Niang ont porté sur la valorisation de la coopération bilatérale, la numérisation des archives du journal, le renforcement des capacités des journalistes ainsi que la lutte contre la désinformation.

M. Niang a rappelé que «Le Soleil», dans sa mission de service public, entend continuer à jouer son rôle de vitrine internationale et contribuer, à travers une couverture médiatique de qualité, au renforcement des relations entre les deux pays.

De son côté, Carina Robarts a insisté sur l'importance de la coopération dans le secteur de l'éducation et du rôle des médias dans le rapprochement des peuples. La diplomate a souligné les points de convergence entre les deux nations. « Nous avons beaucoup de choses en commun avec le Sénégal : la musique, le sport, la jeunesse et l'ouverture sur le monde. Ces éléments constituent une base solide pour renforcer davantage nos relations », a-t-elle déclaré. Mme Robarts a mis en avant les programmes de formation en anglais destinés aux enseignants sénégalais. Selon elle, ces initiatives contribuent au développement des compétences locales et au renforcement des liens entre les deux pays. « La qualité de l'enseignement repose d'abord sur celle des formateurs. Nous avons également développé des partenariats avec des enseignants britanniques afin de favoriser les échanges de bonnes pratiques », a-t-elle expliqué.

Carina Robarts a également évoqué les programmes de bourses offerts aux étudiants sénégalais. « Cette année, huit d'entre eux poursuivent leurs études au Royaume-Uni dans des domaines comme le numérique. A ces opportunités académiques s'ajoutent des formations en leadership, dont les retours sont jugés très positifs », a-t-elle renseigné.

Matel BOCOUM

L'ambassadeur du Royaume-Uni, Carine Robarts, et le directeur général du « Soleil », Lamine Niang.

ÉVENTUELLE DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Me Abdoulaye Tine dément les propos qui lui sont attribués

Le porte-parole de la Présidence de la République, Me Abdoulaye Tine, a apporté un démenti formel à des informations relayées par certains médias et plateformes numériques lui attribuant des propos qu'il n'aurait jamais tenus concernant une éventuelle dissolution de l'Assemblée nationale. Selon le communiqué publié à ce sujet, plusieurs supports ont affirmé que Me Tine aurait déclaré que « dissoudre l'Assemblée nationale serait un pari risqué pour le Président Bassirou Diomaye Faye». Une affirmation que l'intéressé qualifie de «fausse » et de « mensongère».

Le document précise que l'expression «pari risqué» n'émane pas du ministre, mais du journaliste de Rfi qui l'interrogeait lors de l'émission Appels sur l'actualité diffusée le mardi 23 juin 2026. Le porte-parole de la Présidence rappelle ainsi que la formulation incriminée figurait dans la question posée à l'invité et non dans sa réponse.

Selon la transcription citée, le journaliste avait demandé : «C'est un pari risqué pour le chef de l'État s'il dissout l'Assemblée nationale ? ». En réponse, Me Abdoulaye Tine aurait déclaré : « Pour l'instant, on est loin de ce scénario, mais c'est une possibilité juridique. Toutes les options doivent être sur la table parce que c'est le jeu normal de la démocratie. » Me Tine dénonce une confusion volontaire entre la question du journaliste et les propos qu'il a effectivement tenus.

Aly DIOUF

DÉPARTEMENT DE TIVAOUANE

Maguette Wade désigné coordonnateur de la coalition « Diomaye Président »

TIVAOUANE - La coalition « Diomaye Président » poursuit son implantation dans le département de Tivaouane. Après avoir installé leur comité départemental de massification, le 17 mai dernier, les responsables ont tenu leur assemblée générale, le week-end dernier, à Mékhé.

À l'issue des travaux, Maguette Wade, maire de Mékhé, a été choisi, à l'unanimité des délégués présents, coordonnateur départemental de la coalition «Diomaye Président» de Tivaouane. Pape Momar Gaye, Samba Camara, Mbacké N'doye sont les vices-coordonnateurs et Mamour Sall, maire de la commune de Mérina Dakhar, en est le coordonnateur honoraire. Le reste du bureau est composé du secrétaire général, du trésorier général et de son adjoint ainsi que de 18 pôles.

Le nouveau coordonnateur, Maguette Wade, a magnifié la confiance placée en lui par les membres de la coalition « Diomaye Président» de Tivaouane. Il a promis d'imprimer une démarche inclusive avant de louer les vertus du président de la République, Bassirou Diomaye Faye, qu'il a qualifié d'homme de paix et pétri de valeurs, résolu à transformer le Sénégal. M. Wade a annoncé un plan d'action de massification et compte faire adhérer entre 5.000 et 10.000 militants, avant la seconde moitié du mois de juillet 2026.

Ibrahima NDIAYE (Correspondant)

LE SOLEIL

« La transformation de l'Afrique ne se fera pas uniquement par l'argent et le capital »

ACHILLE MBEMBE "La transformation de l'Afrique ne se fera pas uniquement par l'argent et le capital"

Au terme de trois jours d'échanges, la cérémonie de restitution des travaux sur la "reconstruction démocratique en Afrique" s'est achevée à Dakar, avec une intervention forte du professeur Achille Mbembé. Deux idées à retenir, selon lui : la nécessité d'un modèle économique centré sur la vie et la force des sociétés comme moteur de transformation.

Pour le philosophe camerounais, "la grande transformation de notre continent qui est à l'ordre du jour ne se fera pas uniquement par les forces de l'argent et du capital". "Évidemment, nous avons besoin des investissements nécessaires à la création d'emplois, à la satisfaction des besoins fondamentaux de nos gens. Mais le dilemme auquel nous faisons face ne peut pas être résolu uniquement par un afflux majeur d'argent. Il ne peut pas être résolu uniquement par la multiplication des entrepreneurs, des start-up, etc.", a-t-il avoué. Pour lui, la raison, la crise, elle est aussi institutionnelle. Elle est aussi éthique. Il faut donc compter avec la force des sociétés, des communautés et de leur savoir-faire et de leurs atouts. Face à la forme économique néolibérale qui domine aujourd'hui nos vies à un moment d'escalade technologique jamais vu dans l'histoire. Achille Mbembe estime que ce modèle économique est destructeur des vies. D'où l'urgence pour l'intellectuel d'imaginer un nouveau modèle de développement économique qui valorise la vie, qui la nourrit et qui la cultive. (La force des sociétés), thème de cette édition, s'est illustrée pendant les assises à travers plusieurs exemples de communautés qui d'ores et déjà s'organisent pour faire valoir leur voix. Elles expérimentent des "modèles de prospérité qui reposent sur l'utilisation de nos savoirs, par exemple au sein de l'économie informelle, et sur le partage des valeurs, et pas seulement la création de valeurs". Des valeurs entendues "au-delà de la valeur financière : dignité, inclusion, le fait d'avoir des droits, etc." D'autres axes ont été identifiés : la gouvernance des matières premières et des matériaux critiques, la technologie et l'intelligence artificielle, ainsi que l'endogénéisation des modèles démocratiques africains, qu'il s'agisse des élections, du partage du pouvoir, de la réforme des constitutions. Pour Achille Mbembe, l'Afrique doit donc se doter d'un modèle qui dépasse la seule logique financière pour placer la vie, les communautés et leurs valeurs au cœur de la reconstruction démocratique.

Abdoulaye DIAO

SUD QUOTIDIEN · Jeudi 25 – Vendredi 26 juin 2026

« Le principal défi africain n'est pas la démocratie mais plutôt la persistance de l'autocratie et du despotisme »

SUD QUOTIDIEN N° 9916
DU JEUDI 25 – VENDREDI 26 JUIN 2026

ACHILLE MBEMBE, LE PHILOSOPHE ET HISTORIEN, AUX TROISIEMES ASSISES AFRICAINES DE LA DEMOCRATIE

« Le principal défi africain n'est pas la démocratie mais plutôt la persistance de l'autocratie et du despotisme »

Les Troisièmes Assises africaines de la démocratie se sont ouvertes hier, mercredi 24 juin 2026, au Musée Théodore Monod de Dakar, sous le thème « La force des sociétés ». À cette occasion, le philosophe et historien Achille Mbembé, Directeur de la Fondation de l'Innovation pour la Démocratie, a appelé à remettre les citoyens et les communautés au centre des réflexions sur l'avenir du continent.

Face à un public composé d'acteurs de la société civile, d'intellectuels, de jeunes et de responsables associatifs, Achille Mbembé a défendu l'idée que la transformation de l'Afrique ne peut être portée uniquement par les États ou les marchés. Selon lui, les véritables dynamiques de changement émergent souvent des territoires, à travers des initiatives locales portées par des associations, des collectifs de femmes, des jeunes ou encore des communautés de base.

UN PLAIDOYER POUR REPLACER LES SOCIETES AU CŒUR DE LA TRANSFORMATION DU CONTINENT

La Fondation de l'Innovation pour la Démocratie que dirige M. Mbembé fédère entre 4000 et 5000 organisations à travers le continent. Pour son Directeur, ces acteurs participent déjà à un « renouveau démocratique » qui se manifeste dans des pratiques souvent informelles mais qui influencent concrètement la vie quotidienne dans les quartiers, les villages et les villes. Les Assises africaines de la démocratie visent ainsi à favoriser les échanges d'expériences entre ces communautés afin de mutualiser les solutions et de renforcer leur impact grâce à l'intelligence collective.

Dans son intervention, Achille Mbembé a également développé sa vision d'un projet global de transformation de l'Afrique. Il a estimé que le débat actuel est trop souvent réduit aux seules dimensions économiques et marchandes. « Les êtres humains n'ont pas seulement besoin de nourriture ou de biens matériels. Ils ont aussi besoin de dignité, de sens et de perspectives », a-t-il souligné, appelant à une approche intégrale du développement capable de répondre à la diversité des aspirations humaines.

Abordant la question de la démocratie, souvent contestée sur le continent, le chercheur a défendu la pertinence de ses principes fondamentaux. L'égalité entre les citoyens, le consentement des gouvernés et le droit à la représentation politique constituent, selon lui, des valeurs universelles. Pour Achille Mbembé, « le principal défi africain n'est pas la démocratie mais plutôt la persistance de l'autocratie et du despotisme », qui ont marqué une grande partie de l'histoire contemporaine du continent. Rappelant les luttes anticoloniales, le combat contre l'apartheid et les revendications pour la justice et l'égalité, il a affirmé que les Africains ont largement contribué à l'histoire mondiale des conquêtes démocratiques. Il a enfin insisté sur la nécessité d'investir dans l'éducation civique et la formation aux compétences démocratiques afin de consolider des sociétés où chaque citoyen dispose d'une voix, d'une place et d'un accès effectif à la justice.

Ousmane GOUDIABY

NÉGOCIATIONS ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET L'IRAN

La levée des sanctions, un processus incertain

Alors que les États-Unis ont, comme promis, levé pour deux mois leurs sanctions sur le pétrole iranien lundi 22 juin, de nombreuses interrogations persistent sur la fin annoncée du régime de péna-

ASSISES AFRICAINES DE LA DÉMOCRATIE

La jeunesse érigée en moteur du changement

ASSISES AFRICAINES DE LA DÉMOCRATIE

La jeunesse érigée en moteur du changement

La question de l'engagement des jeunes dans la vie publique s'est imposée comme l'un des temps forts des Troisièmes Assises africaines de la démocratie. Réunie autour d'une séquence consacrée à l'espace civique, organisée en partenariat avec Polaris Asso, la rencontre a mis en lumière les initiatives citoyennes et les pratiques démocratiques innovantes portées par les jeunes et les organisations locales.

« La jeunesse africaine ne doit plus être considérée comme une promesse pour demain, mais comme une force d'action du présent », a martelé Mamadou Diouf, intervenant au nom de Social Change Factory. Il a invité à un changement profond de regard sur la place des jeunes dans les politiques publiques. « La jeunesse n'est pas l'avenir, elle est le présent », a-t-il souligné, rappelant que l'Afrique affiche aujourd'hui un âge médian de 19 ans et que près de 70 % de la population sénégalaise est composée de jeunes.

Selon lui, ces données démographiques ne doivent pas être utilisées uniquement pour attirer des financements, mais servir de base à l'élaboration de politiques publiques plus ambitieuses et mieux structurées. « Nous devons changer les consciences collectives et considérer la jeunesse comme un acteur central des transformations en cours », a-t-il plaidé.

Même son de cloche du côté du maire de Cambérène, qui a insisté sur la nécessité pour les jeunes de devenir les premiers acteurs de leur propre engagement. Tout en saluant les partenaires qui accompagnent les initiatives citoyennes, l'élu local a dénoncé une forme d'attentisme qui

freine parfois la participation des nouvelles générations.

« Les choses ne doivent pas se faire sans les jeunes », a déclaré, Doune Pathé Mbengue qui estime par ailleurs que ces derniers ne doivent plus attendre d'être sollicités pour s'impliquer dans la gestion des affaires publiques. Pour lui, la citoyenneté doit s'apprendre dès le plus jeune âge à travers une véritable « école de la citoyenneté ».

Il ajoute qu'il faut se former pour comprendre les enjeux et occuper pleinement sa place dans la société », a-t-il soutenu.

Président de la Fondation de l'Innovation pour la Démocratie, le professeur Achille Mbembé a clôturé les échanges sur une note d'optimisme. Se disant impressionné par la qualité des interventions et des projets présentés, l'intellectuel camerounais a comparé cette rencontre à « une pépinière » où germent déjà les solutions de demain. « Le présent et l'avenir de notre continent sont entre nos mains », a-t-il affirmé, professeur Achille Mbembé, Président de la Fondation de l'Innovation pour la Démocratie.

Pour le chercheur, la solidarité intergénérationnelle constitue l'une des clés des défis auxquels l'Afrique est confrontée. Saluant la publication du Livre blanc présenté lors de la rencontre, il a annoncé la volonté de sa fondation de renforcer les synergies avec Polaris Asso, Social Change Factory, le Consortium Jeunesse et d'autres partenaires afin de poursuivre le travail engagé.

Lansana DIANDY

C·M·J·N

LII QUOTIDIEN · Lundi 29 juin 2026

« Il faut nourrir, cultiver, redistribuer les compétences démocratiques »

PR. ACHILLE MBEMBE, PRESIDENT DE LA FONDATION DE L'INNOVATION POUR LA DEMOCRATIE :

«Il faut nourrir, cultiver, redistribuer les compétences démocratiques»

En marge des troisièmes Assises de la Démocratie, organisées par la Fondation de l'innovation pour la démocratie, en partenariat avec l'Agence Universitaire de la Francophonie, le Musée Théodore Monod et l'Institut Français de Dakar, du 24 au 26 juin 2026, Pr. Achille Mbembe, Président de la fondation de l'innovation pour la démocratie estime qu'il faut nourrir, cultiver, redistribuer les compétences démocratiques.

« Alors, ces recommandations vont justement dans le sens de la consolidation des expériences auxquelles je fais allusion. Il y a des recommandations qui portent sur l'appui à des expériences emblématiques qui ont d'ores et déjà lieu, à renforcer cet appui financier, appui pédagogique également, appuis en termes de formation. Il y a des recommandations qui ont trait à au relèvement des compétences démocratiques parce que les compétences démocratiques, elles ne naissent pas spontanément. Il faut les nourrir, les cultiver, les redistribuer », souligne Pr. Achille Mbembe, Président de la fondation de l'innovation pour la démocratie.

Il estime que pendant ces assises, ils ont eu plusieurs exemples de communautés qui s'organisent pour faire valoir leur voix et pour expérimenter avec des modèles de coprospérité qui reposent sur l'utilisation de nos savoirs.

Il souligne qu'ils ont partagé ces exemples dans les champs du marché, dans les champs culturels et artistiques, dans les champs de la réinvention des institutions.

Il a tenu à préciser que c'est la grande transformation de notre continent qui est à l'ordre du jour et ne se fera pas uniquement par les forces de l'argent et du capital.

« L'économie néolibérale qui domine aujourd'hui nos vies à un moment d'escalade technologique jamais vu dans l'histoire de l'humanité. Ce modèle économique est destructeur des vies et donc il faut imaginer un nouveau modèle de développement économique qui valorise la vie, qui la nourrit et qui la cultive », dira-t-il.

Rappelons que les objectifs des Assises, c'est :Désarmer la pensée critique, contribuer à l'éveil de l'intelligence démocratique et aider l'Afrique à redéfinir sa place dans le monde ; Faire connaitre la longue histoire et le présent des savoirs et pratiques démocratiques en Afrique et explorer les voies d'avenir ; Contribuer à enrichir l'imaginaire politique africain et mettre en avant les savoirs et modèles endogènes de démocratie substantive ; Participer à la construction de communs africains et redinuer, dans ce moment de repli, du sens aux solidarités transversales; Libérer la créativité politique et l'imagination artistique et sociale et se projeter en avant; Nourrir les connexions entre les communautés et participer à construire un horizon commun pour des sociétés en quête de justice, de dignité et d'émancipation.

Par Massaër DIA

LII QUOTIDIEN
Éditeur : BD MÉDIAS
Babacard DIONE
Coordonateur de la rédaction
Idrissa NIASSY
Directrice de publication
Dieynaba TANDIANG
Rédacteur en Chef
Massaër DIA
La rédaction
Idrissa NIASSY
Ousmane THIANE
Adji Oussoynou Diop DIALLO
Email: redactions620@gmail.com
Site web : www.liiquotidien.com

MARCHE DU RIZ, SELON LA BANQUE MONDIALE

L'Afrique de l'Ouest importe plus de 3,5 milliards de dollars annuellement

D'après La Banque mondiale, l'Afrique de l'Ouest importe pour plus de 3,5 milliards de dollars de riz par année.

« Chaque année, l'Afrique de l'Ouest importe pour plus de 3,5 milliards de dollars de riz, une denrée quotidienne pour des millions de personnes dans la région, alors même que c'est une culture qui pousse et prospère dans la région. Développer la production locale permettrait de renforcer la sécurité alimentaire, créer des emplois, augmenter les revenus ruraux et réduire la vulnérabilité aux fluctuations des marchés mondiaux », précise la Banque mondiale.

La source précise que l'Afrique de l'Ouest possède devastes étendues terres arables, d'abondantes ressources en eau et une tradition rizicole pluriséculaire. Et le manque d'investissements dans la productivité, les infrastructures de transformation et l'accès aux marchés continue de freiner le plein essor du secteur rizicole ouest-africain.

24 millions de tonnes de riz produites les Etats de l'Afrique de l'Ouest

« En 2023, les pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont produit près de 24 millions de tonnes de riz, mais en ont importé 10 millions de tonnes supplémentaires pour combler le déficit d'approvisionnement. Les arguments économiques en faveur de l'investissement dans le riz vont bien au-delà de la sécurité alimentaire. L'agriculture emploie la majeure partie de la main-d'œuvre ouest-africaine et, lorsqu'elle bénéficie d'un soutien approprié, la chaîne de valeur du riz des semences et de la culture au transport, à la mouture et à la vente au détail peut créer des emplois dans les économies rurales et dans les villes, où les jeunes vont chercher du travail », précise dans le communiqué de la Banque mondiale.

Le document souligne que la Feuille de route régionale de la CEDEAO sur le riz pour 2025-2035, élaborée avec le soutien du Programme de résilience du système alimentaire de la Banque mondiale, de la Fondation Bill et Melinda Gateset d'autres partenaires, montre que l'Afrique de l'Ouest peut atteindre l'autosuffisance en riz d'ici 2035 grâce à des investissements ciblés et axés sur le marché.

Il ledocument de poursuivre : « Il est possible de produire 34 millions de tonnes de riz blanchi si les pays comblent l'important déficit de rendement de la région. La feuille de route identifie 12 bassins de productionà fort potentiel où des investissements concentrés peuvent générer une échelle et un impact mesurable sur le marché. Des pays comme le Mali, la Guinéeet le Sénégal montrent déjà les effets d'une irrigation chiée et de semences améliorées, la vallée du fleuve Sénégal atteignant des rendements comparables àceux des principales régions productrices de riz au monde ».

Nécessité d'investissement de 15 à 19 milliards de dollars pour capacité de production

« La CEDEAO estime que l'accroissement de cettecapacité de production nécessitera des investissements de l'ordre de 15 à 19 milliards de dollars au cours des dix prochaines années. C'est une somme importante, mais qui ne tient compte ni des milliards que la région dépense déjà chaque année pour importer du riz ni des revenus qu'un secteur national florissant pourrait générer. L'équation est simple : lorsque les agriculteurs, et en particulier les femmes et les jeunes, ont accès à des intrants améliorés, à des modalités d'achat faibles et à des prix équitables, ils produisent plus. Lorsque les transformateurs ont accèsà du matériel bien entretenu et aux approvisionnement prévisible en riz, ils investissent dans les capacités. Lorsque les consommateurs ont confiance en laqualitéet ràblanchi localement, ils l'achètent. Le principal défi consiste à boucler cette chaîne de valeuret à connecter chaque acteur par le biais de marchésqui fonctionnent », note la source.

Et le document de poursuivre : « Cet impératif national intervient alors que les institutions de développement témoignent d'un regain d'attention pour l'agriculture et l'agro-industrie. En octobre 2025, le Groupe de la Banque mondiale a lancé AgriConnect, une initiativecoordonnée visant à transformer l'agriculturede 300 millions de petits exploitants d'ici 2030, en collaboration avec des partenaires tels que la Banque africaine de développement. Le Sénégal, le Togo, la Guinée et, maintenant, le Ghana ont déjà lancé des pactes AgriConnect.

Comment agir maintenant ? ».

« Premièrement, les gouvernements peuvent accélérer les progrès en alignant les stratégies nationales de rizicultureet sur le cadre régional et en s'engageant dans le commerce intrarégional.

Deuxièmement, les financements publics peuvent aider à lancer les projets, et des investissements privés doivent permettre de les transposer à plus grande échelle. Les outils de financement mixte qui réduisent les risques comme ceux soutenus par AgriConnect peuvent contribuer à attirer des investissements et à développer des modèles commerciaux éprouvés.

Troisièmement, les partenaires de développement et les institutions de financement dudéveloppementpeuvent soutenir la transformation de l'ambition en investissement. Lesfinancements sont disponibles, mais trop peu ont été convertiten projets viables financièrement viables. La priorité maintenant est deconstituer une réserve solide d'investissements susceptibles d'attirer des capitaux privés à grande échelle ».

D'après la Banque mondiale, pour finir, de meilleures informations sur les marchés, des données de production et des prévisions climatiques de meilleurequalité permettront aux agriculteurs, négociants et investisseurs de prendre des décisions plus éclairées et renforcer la résilience du secteur. Et c'est le tissu conjonctif d'un marché qui fonctionne. La véritable transformation neviendra pas seulement de l'augmentation de la production, mais de la mise en place d'une chaînede valeur du riz dans laquelle agriculteurs, meuniers, négociants, financiers et détaillants sont liés par des relations commerciales fiables.

Toujours d'après la source, la population d'Afrique de l'Ouest, qui est jeune etconnaît la croissance la plus rapide au monde, a besoin d'opportunités d'emploi. Un secteur du riz bien capitalisé et tourné vers le marché pourrait créer des dizaines de millions d'emplois tout au long de la chaîne de valeur.

Et la Feuille de route régionale du riz 2025-2035 de la CEDEAO et AgriConnect fournissentun cadred'action clair. Le désir d'investir est réel. Le moment est venu de passer à l'exécution.

Par Massaër DIA

VOX POPULI

Clôture des Troisièmes Assises Africaines de la Démocratie — La Fondation de l'Innovation pour la Démocratie appelle à repenser le modèle de développement africain

CLÔTURE DES TROISIÈMES ASSISES AFRICAINES DE LA DÉMOCRATIE

La Fondation de l'Innovation pour la Démocratie appelle à repenser le modèle de développement africain

Après trois jours d'intenses échanges réunissant chercheurs, universitaires, acteurs de la société civile et décideurs venus de plusieurs pays du continent, les Troisièmes Assises Africaines de la Démocratie se sont achevées sur un appel fort à bâtir une démocratie enracinée dans les réalités africaines.
Organisées par la Fondation de l'Innovation pour la Démocratie, ces assises ont placé au cœur des débats le thème de « La force des sociétés », présenté comme un levier essentiel pour relever les défis politiques, économiques et sociaux de l'Afrique.
À la clôture des travaux, le professeur Achille Mbembe a estimé que la transformation du continent ne saurait reposer uniquement sur les investissements financiers ou l'entrepreneuriat.
« Je crois qu'il y a au moins deux choses qu'il nous faut retenir à l'issue de ces trois journées de travail. La première, c'est que la grande transformation de notre continent qui est à l'ordre du jour, elle ne se fera pas uniquement par les forces de l'argent et du capital. Évidemment, nous avons besoin des investissements nécessaires à la création d'emplois, à la satisfaction des besoins fondamentaux de nos gens. »
Selon lui, « le dilemme auquel nous faisons face, ne peut pas être résolu uniquement par un afflux majeur d'argent. Il ne peut pas être résolu uniquement par la multiplication des entrepreneurs, des startups »
« La crise, elle est aussi institutionnelle. Elle est aussi éthique. Nous ne ferons pas sans la force des sociétés, des communautés et de leur savoir-faire et de leurs atouts. Et donc cette grande transformation, il faut l'envisager de ce point de vue. Il faut être davantage radical. Je le dis avec sérieux dans la mesure où la sorte [illegible] néolibérale qui domine aujourd'hui nos vies à un moment [illegible] technologique jamais vu dans l'histoire de l'humanité. Ce modèle économique est destructeur des vies. Et donc il faut imaginer un nouveau modèle de développement économique qui valorise la vie, qui la soutient et qui la cultive », a-t-il insisté, plaidant pour un modèle de développement qui met davantage l'accent sur les sociétés, les communautés et leurs savoir-faire.
Il a dénoncé un modèle économique néolibéral qu'il juge destructeur et appelé à imaginer une nouvelle économie qui place la vie, la dignité humaine et le bien-être collectif au centre des politiques publiques.
Durant ces trois journées, les participants ont présenté plusieurs initiatives communautaires démontrant que les solutions existent déjà sur le terrain. Qu'il s'agisse de l'économie informelle, de la culture, des arts ou encore de la réinvention des institutions, les échanges ont mis en lumière des expériences fondées sur le partage, l'inclusion et la valorisation des savoirs locaux.
Pour les organisateurs, le principal défi reste désormais de créer des convergences entre ces initiatives afin de sortir d'une logique de travail en silo. Les jeunes et les femmes ont été identifiés comme les principaux moteurs de cette dynamique collective.
Les recommandations issues des assises portent notamment sur le renforcement du soutien financier, pédagogique et technique aux initiatives citoyennes, le développement des compétences démocratiques, l'amélioration de la gouvernance des ressources naturelles et des minerais critiques, ainsi que l'encadrement des technologies émergentes, notamment l'intelligence artificielle.
Intervenant également lors des travaux, un sociologue de l'Université Internationale de Rabat a illustré le thème des « Pour ma part, j'ai parlé des oasis qui sont des deux côtés du Sahara et comment il y a une civilisation au Sahel ou au Sahara qui a inventé la manière de vivre dans les territoires et qui a fait ressurgir la vie d'endroit invivable grâce à la solidarité, grâce au renfort des communautés. On a échangé aussi sur la question de l'habitable, sur la question de la prise de décision parce que nos civilisations ont inventé des façons de vivre agréables. Mais pourtant maintenant, on est dans des villes où parfois étouffe où les jeunes des quartiers populaires n'ont accès à rien alors qu'en fait dans les campagnes en fait ils avaient beaucoup plus de solidarité. Donc ça c'était un exemple mais en fait on a parlé de tellement de choses. On a parlé du matrimoine du droit des femmes. On a parlé des traditions africaines qui peuvent être utilisées pour avancer dans la démocratie le respect de chacun. C'est-à-dire qu'ici c'est une démocratie sociale. C'est ça la démocratie substantive.
Les discussions ont également porté sur le patrimoine culturel, les droits des femmes, les traditions africaines et leur contribution à une démocratie plus inclusive. Pour ce chercheur, la démocratie ne doit plus être perçue comme un concept importé, mais comme une pratique profondément ancrée dans l'histoire et les valeurs africaines.
« Chaque citoyen doit participer à la gestion de la chose publique, que ce soit pour préserver son quartier, améliorer son école ou lutter contre la corruption », a-t-il souligné, appelant à construire une citoyenneté active à l'échelle panafricaine.

Dr Mouhameth Beye — Consultant en Communication Tél : 77 282 44 09 · Email : mouhameth.beye@uam.edu.sn